



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

02-10-2016

Pour l'avenir d'Alstom

Pour une industrie nationale des transports répondant aux besoins.

50 000 chômeurs de plus au mois d'août, la casse continue.

Les annonces continuelles de fermetures de sites, de licenciements massifs se poursuivent : SFR, Caterpillar, les banques, la construction etc. Ce sont 7000 suppressions d'emplois qui viennent d'être annoncées dernièrement dans 10 entreprises.

L'annonce de la fermeture d'Alstom transport à Belfort suscite des réactions politiques qui visent toutes à camoufler les responsabilités des gouvernements successifs, et ceci depuis longtemps...

Faut-il rappeler que la part de l'industrie dans l'économie française a été divisée par deux en 45 ans ? (INSEE). Elle représentait plus de 23% du produit intérieur brut à l'époque, aujourd'hui cette part est tombée à 11,2% du PIB. Les emplois ont suivi la même courbe. Les investissements ont baissé de 2% depuis 2015. Ceux qui pleurnichent sur Alstom aujourd'hui sont les premiers responsables, leur compassion actuelle annonce l'accompagnement des mesures prises par Alstom.

Les responsables sont ceux qui détiennent le capital et tous les gouvernements qui se succèdent, à leur service.

Aujourd'hui, ils font mine de défendre les travailleurs, mais demain, ils vont faire ce qu'ils ont tous déjà fait dans d'autres cas : prendre

les mesures nécessaires pour appliquer les décisions d'Alstom, en faisant croire qu'ils font le maximum pour sauver le site Belfort. Cette attitude ne trompe personne, tous les grands groupes capitalistes ont trouvé des appuis sérieux et complaisants dans leur recherche de profits : Alcatel – Peugeot – Renault – Arcelor – Goodyear – Michelin etc.

Des secteurs entiers d'industrie ont été dépecés : machine-outil, optique, textile, robotique, sidérurgie, fonderie... Avec des dizaines de milliers de licenciements dans l'automobile, dans la fabrication de poids-lourds, de bateaux, dans la construction, le bâtiment. On pourrait ainsi poursuivre la liste sans fin des dégâts causés par la politique du capital.

887 sites industriels ont fermé leurs portes depuis 2012. En cinq ans (2010-2015) les groupes industriels ont détruit 170 000 emplois.

Le gouvernement qui prétend « sauver Alstom » est le grands pourvoyeurs de cadeaux aux patrons qui se voient exonérés de 280 milliards d'euros de cotisations sociales mettant ainsi en difficulté l'ensemble de la protection sociale des salariés, l'accès à la santé. Le crédit d'impôt compétitivité emploi, c'est 23 milliards par an qui sont octroyés au patronat pour gonfler ses profits. Les « aides » de l'État en 2014 se montaient à 10 milliards, 24 milliards en 2015, 34 milliards pour l'année 2016. Ces cadeaux n'ont évidemment aucune influence sur l'emploi, les chiffres du chômage n'ont jamais été aussi catastrophiques.

Alstom a perçu en 2015 6,3 millions d'euros au titre du CICE et 86 millions de crédits impôt recherche, il faut y ajouter les exonérations de cotisations sociales. Cet argent public ne sert qu'à gonfler les profits et rémunérer les actionnaires (35 milliards de dividendes soit une hausse de 11,2% en 1 an aux actionnaires du CAC 40).

En décembre 2014 nous écrivions (voir les articles sur le site du 30 avril, 25 juin, et 4 décembre 2014) : « ... Après la vente d'Alstom Energie à Général Electric la branche transport Alstom est très menacée alors que les besoins de construction de matériel sont énormes : remplacement des TGV usés, des rames de métros à bout de souffle etc. il y a du travail pour des dizaines d'années ».

Ajoutons à cela les besoins de développement du transport commercial (ferroviaire), le développement du tramway urbain pour dire qu'Alstom a de l'avenir.

Ce sont les multinationales qui détiennent toutes les entreprises de transport en France. La SNCF devient au fil des années une entreprise privée (Alstom Transport en subit les conséquences) avec la bénédiction des gouvernements successifs. Les chantiers navals (STX, ex Alstom, va être vendu. Le chantier de la Ciotat est fermé depuis des années), les autoroutes (dont les péages ne cessent d'augmenter), le transport aérien avec Air France privatisé par « la gauche plurielle », les constructeurs comme Airbus ne cessent de supprimer des emplois, bref c'est toute la politique des transports qui est concernée.

La droite et le PS pleurnichent aujourd'hui alors que ce sont les fossoyeurs d'hier. Le FN veut exonérer les entreprises qui ont trop de charges. Le Parti Communiste Français et le Front de Gauche demandent un « débat sur la politique industrielle de la France » (l'humanité du 28 septembre). Un débat avec qui et pourquoi faire? Ce n'est pas avec ceux - là que la situation des travailleurs peut changer en mieux, au contraire elle ne peut que continuer à s'aggraver.

Notre Parti Révolutionnaire Communistes affirme que les moyens existent en France pour développer une grande politique nationale des transports incluant l'ensemble des entreprises concernées. Il y a de l'argent et les moyens industriels. Il faut chasser les actionnaires qui n'ont que le profit pour but, nationaliser l'ensemble du secteur. Pour répondre aux besoins énormes de développement de toutes les industries de transport, il faut reprendre aux multinationales capitalistes la maîtrise de l'ensemble des moyens économiques et financiers, pour en donner la gestion démocratique aux travailleurs et au peuple.

Il faut lutter pour y parvenir, il n'y a pas d'autre voie. A Alstom comme ailleurs les travailleurs ne peuvent compter que sur leur lutte. Tous ensemble unis, ils sont une force immense. Notre Parti est avec eux dans cette lutte, il le sera toujours en toutes circonstances.